

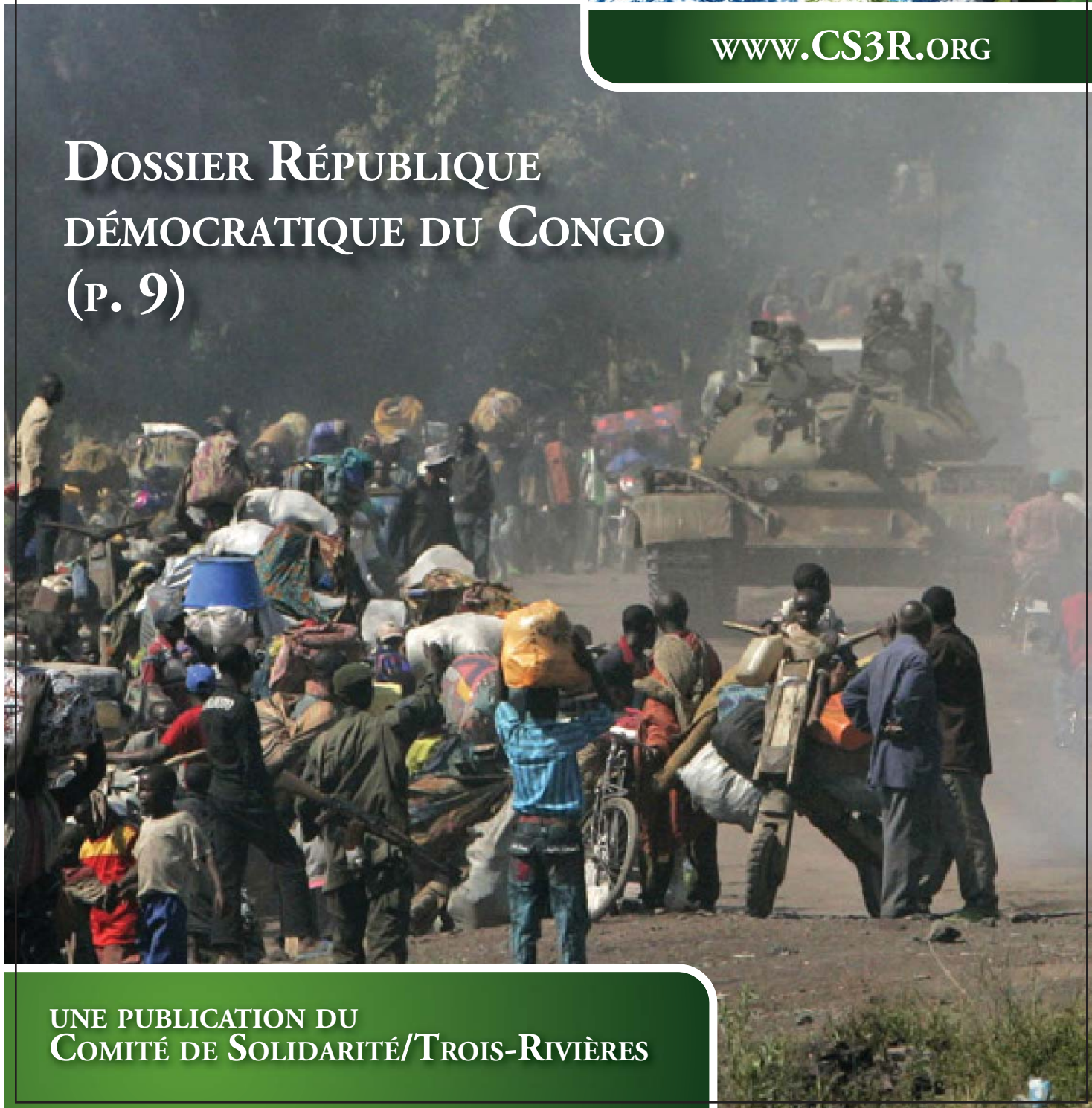
LE POINT

VOLUME 28 N° 2 JUIN 2009



[WWW.CS3R.ORG](http://www.CS3R.ORG)

DOSSIER RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (P. 9)



UNE PUBLICATION DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

SOMMAIRE

Éditorial :.....p. 2
Brian Barton

Le monde – Nouvelles brèves..... p. 3

Grands enjeux
Conflit israélo-palestinien p. 4

Le Chili vole au secours de ses retraités.. p. 6
Yves Lawler

Le point sur la privatisation du savoir..... p. 7
Mario Lemelin

Une autre sortie de crise est possible..... p. 8
Yves Lawler

Dossier spécial RDC
Brian Barton..... p. 9

Femmes et développement
La grève du sexe au Kenyap. 14

Coopération
Une valise qui ira loin..... p. 15

Accord de libre-échange Canada/Colombie
Claude Lacaille..... p.16

Stages à l'étranger.....p. 18
Des stages pour tous en 2009-2010!

Vaincre le « Triple Crunch »..... p. 19
Guillaume Hébert (Alternatives)

Afghanistan - Une guerre juste.....p. 20
Daniel Landry

Changement de direction au CS/TR..... p. 21
Merci Pierre!

Chronique culturelle.....p. 22

Nouvelles en vrac.....p. 23

Stages à l'étranger.....p. 24



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Relations
internationales

Québec



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières : 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes
qui ont contribué à la production de ce numéro.

Conception graphique et mise en page :
Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca
Tirage : 2 000 copies - Imprimé sur papier recyclé
Envoi de publication : enregistrement n° 488 151 / ISSN : 0828-7910

ÉDITORIAL

UNE PÉRIODE CRUCIALE

LES CRISES SONT TERRIBLES, MAIS ELLES PEUVENT ÊTRE L'OCCASION DE CHANGEMENTS POSITIFS!

Depuis deux ans, les crises s'enchaînent : crise des subprimes (PCAA), crise pétrolière, puis crise « virtuelle », crise financière, crise alimentaire, crise de production manufacturière... « Les experts » ont joué avec les mots pour prétendre qu'il ne s'agissait que de problèmes limités, sectoriels. Finalement, même le Fonds monétaire international (FMI) a été obligé d'admettre qu'il s'agit d'une crise économique généralisée et bien réelle : la pire depuis les années trente.



Brian Barton

Les politiques néolibérales, la mondialisation sous forme de domination accrue des multinationales, la « croissance » économique accompagnée d'une distribution des richesses de plus en plus inégale et l'augmentation de la pauvreté – tous ces phénomènes ont été dénoncés par les mouvements sociaux de partout sur la planète depuis des décennies. La réduction du rôle de l'État dans l'économie, la privatisation et la déréglementation, souvent regroupées sous le nom de politiques « Reagan-Thatcher », ont créé des déséquilibres accumulés dans l'économie mondiale. La réponse des gouvernements des pays développés va à l'encontre de tout ce qu'ils ont défendu féroceement jusqu'à ce jour : soit accroître les dépenses publiques, même si ça augmente la dette. Il faut, face à l'urgence, que les États interviennent pour sauver l'économie capitaliste. Oubliez le déficit zéro!

Au-delà de l'urgence, et même concernant les mesures à prendre immédiatement, des différences idéologiques se font sentir. Nous constatons que dans tous les pays, il y a des conflits au sujet de l'orientation de ces mesures; ici, au Canada, le gouvernement conservateur favorise surtout l'aide aux compagnies pendant que le Bloc et le NPD poussent pour plus d'aide aux personnes affectées par la pauvreté, aux aînés, aux chômeurs. Mais en regardant à long terme, une bataille plus large se dessine.

La mondialisation intensifie l'interdépendance; les choix politiques, économiques ont des conséquences sociales et environnementales à l'échelle mondiale comme à l'échelle locale. Qui va faire ces choix? Une poignée de compagnies multinationales en collusion avec quelques gouvernements? Ou les populations aux niveaux local et national, grâce à un rôle accru, démocratique, dans l'économie par le truchement de l'État, des entreprises publiques, des coopératives, des entreprises d'économie sociale et d'autres formes d'entreprise plus proches des gens? Pouvons-nous orienter le système productif vers des produits et services de qualité pour satisfaire des besoins importants et à grande échelle plutôt que vers la quantité de toutes sortes de biens, profitables à une minorité de grands investisseurs et de PDG? Vers des activités créatrices d'emploi et plus économes en ressources naturelles, sans sacrifier l'efficacité? Ou au contraire, allons-nous accepter, après quelques ajustements mineurs pour éviter certains « excès », de retourner au capitalisme sauvage et au règne de grandes entreprises? On peut l'appeler une lutte entre Davos¹ et Porto Alegre². Si on nous impose ce « retour à la normale », c'est évident que les déséquilibres économiques et sociaux vont s'accumuler encore, avec dans quelques années le retour de nouvelles crises, des problèmes sociaux et une accentuation de la sévérité de la pauvreté.

Que faire? La clé, c'est la solidarité. Solidarité avec des gens d'ici qui souffrent de ces crises : il faut faire pression sur nos gouvernements – et voter vraiment « du bon bord! », c'est-à-dire pour ceux qui défendent nos droits. Solidarité avec les populations du Sud, les plus affectées par la misère : il faut demander l'augmentation de l'aide publique au développement et non pas sa réduction « pour économiser ». Soutenir la campagne du CS/TR pour réduire les dépenses militaires et celle de l'AQOCI sur l'aide au développement; nous avons des cartes à signer.

Surtout, il ne faut pas se résigner et se sentir impuissant.
Agir, c'est choisir le monde!

Brian Barton

¹Forum économique mondial
²Forum social mondial

LE MONDE - EN BREF

AU SALVADOR

LA BARRE À GAUCHE!



Après le Venezuela, le Brésil, la Bolivie, l'Argentine, le Nicaragua et l'Équateur – pour ne nommer que ceux-là – c'est maintenant au tour du Salvador de tirer la planète résolument vers la gauche. Les anciens

guérilleros du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN), qui avaient quitté le maquis pour rejoindre le « terrain » politique en 1992, ont en effet remporté les élections du 15 mars dernier. Opposé farouchement au gouvernement d'extrême droite qui régnait en maître depuis plus de 20 ans, le FMLN a remporté sa dernière bataille, celle des urnes, de manière démocratique, avec un peu plus de 51% des voix. De 1979 à 1992, la guerre civile a fait près de 100 000 morts au Salvador; la plupart assassinés par l'armée et les « escadrons de la mort », ces milices d'extrême droite, les mêmes qui ont abattu Oscar Romero, archevêque de San Salvador.

LE GOUVERNEMENT CANADIEN LÂCHE L'AFRIQUE

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) dénonce le nouveau plan d'action de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui priorisera dorénavant les pays de l'Asie et de l'Amérique latine au détriment de ceux situés en Afrique. L'ACDI concentrera désormais 80 % de son aide bilatérale dans une poignée de pays

laissant de côté des pays africains qui comptent parmi les plus pauvres de la planète. Justement là où les besoins sont les plus grands et où la crise économique et la crise alimentaire frappent le plus durement. Une situation qui devrait s'aggraver dans les pays les plus pauvres du monde. En effet, selon la FAO, l'organisme de l'ONU qui s'occupe de l'alimentation et de l'agriculture, si les plus



récentes projections se réalisent, un sixième de la population mondiale (plus d'un milliard de personnes) souffrira de la faim en 2009.



ISRAËL MALMENÉ PAR L'ONU

Dans un rapport dévoilé au début du mois de mai dernier, l'Organisation des Nations Unies (ONU) critique fortement l'État d'Israël pour avoir fait de fausses déclarations au sujet des bombardements qui ont provoqué la destruction d'écoles et de dispensaires gérés par l'UNRWA (agence de l'ONU qui travaille avec les réfugiés palestiniens), de même que la mort de plus de 40 civils palestiniens lors de l'offensive israélienne à Gaza, il y a quelques mois. On se rappelle qu'Israël, sous le prétexte de faire cesser les tirs sporadiques de roquettes de la part des militants du Hamas, avait, à partir du 27 décembre 2008 jusqu'à la mi-janvier 2009, bombardé, puis envahi le territoire de Gaza, faisant plus de 1 400 morts, surtout des civils, parmi les Palestiniens. L'ONU songe à réclamer des compensations, mais, on s'en doutait bien, Israël continue à nier sa responsabilité...



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

60 ans de conflit entre Israël et la Palestine

Une tragédie qui n'en finit plus

La tragédie humaine provoquée par la guerre lancée par Israël sur le territoire palestinien de Gaza constitue un épisode additionnel d'un conflit qui perdure depuis 1948. d'Israël et la partition de la Palestine, contre la volonté des Palestiniens qui l'habitaient et des pays arabes voisins, afin d'y implanter un foyer national juif. Or la situation, l'annonce de la création de l'État d'Israël le 15 mai 1948. Non seulement le territoire de la Palestine a-t-il diminué comme peau de chagrin, mais la population palestinienne raélienne qui n'en finit plus. Et cela malgré les dizaines de résolutions de l'ONU demandant le retrait des troupes israéliennes des territoires occupés et la création, aux côtés frontières internationalement reconnues.

1)

Deux peuples pour un territoire!

En 1948, année de la création d'Israël, la Palestine, territoire administré par la Grande-Bretagne sous mandat des Nations-Unies, s'étendait à l'origine du Jourdain à la Méditerranée, comprenant l'actuel État d'Israël, la Cisjordanie et la bande de Gaza. La Palestine était habitée aux deux tiers par des citoyens de culture et de langue arabes. L'autre tiers était constitué d'habitants d'origine juive qui, fuyant depuis le début du siècle les persécutions dont ils étaient victimes en Europe, étaient venus s'installer dans ce territoire sur lequel était établi l'antique royaume d'Israël et dont les Anglais avaient promis d'en faire un « Foyer national juif ».

Le mouvement PEACE NOW, qui se définit comme la plus large organisation de la société civile israélienne, affirme que seule une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens peut assurer la sécurité des citoyens israéliens. Et, selon ce mouvement, cette paix repose sur la création d'un État palestinien selon les frontières existantes avant la guerre de 1967, et le retrait des colonies juives illégales en territoire de Palestine.



2)

Partage inéquitable et évictions multiples

L'immigration juive en Palestine et la revendication des terres qu'elle suscite amorce une période de tensions croissantes entre les habitants d'origine et les nouveaux arrivants, les Palestiniens se voyant peu à peu évincés de leurs terres. À partir de 1947, ces tensions s'accroissent avec l'accélération des confiscations illégales des terres appartenant aux familles palestiniennes par des groupes paramilitaires juifs. L'adoption par l'ONU en 1947 du plan de partage de la Palestine qui octroie 55% du territoire à l'État hébreu (dont l'essentiel des terres côtières cultivables) contre 45% à l'État palestinien (qui ne verra jamais le jour) accentue le climat de tension. Entre la fin de 1947 et le milieu de l'année 1949 se déroule une première guerre dite Guerre de la Palestine. Plus de 700 000 Palestiniens devront quitter leur terre ancestrale pour fuir vers les pays voisins et s'installer dans des camps de réfugiés que leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants habitent toujours. Au terme de cette première guerre, la partie de la Palestine située au nord de la ville de Haïfa est conquise par Israël, et la Cisjordanie de même que la bande de Gaza se retrouvent amputées d'une partie de leur territoire.



Les Palestiniens sont désormais nos partenaires, car sans partenaires, il ne peut y avoir de paix.

Yitzhak Rabin, premier ministre d'Israël lors de son dernier discours avant d'être assassiné par un étudiant juif extrémiste.

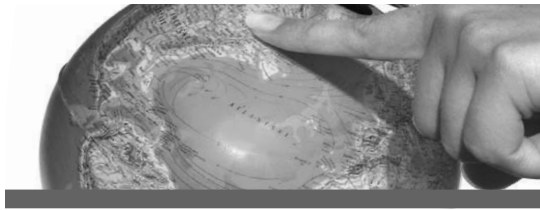
Un peu d'histoire!

1948 - 15 mai : **Création de l'État d'Israël.**

L'État palestinien pourtant prévu par le plan de partage de l'ONU de 1947 n'a toujours pas vu le jour. Guerre avec les pays arabes voisins et début de l'exode des Palestiniens. 11 décembre : **Adoption de la résolution 194** à l'ONU affirmant le droit de retour des réfugiés palestiniens ou leur compensation.

1964 **Création de l'Organisation de Libération de la Palestine, l'OLP**, composée de plusieurs organisations palestiniennes, dont le Fatah de Yasser Arafat (créé en 1959). L'OLP est reconnue par l'ONU en 1974 comme le représentant officiel du peuple palestinien.

1967 **La «Guerre des Six Jours».** Les Israéliens occupent militairement la bande de Gaza, la Cisjordanie, et Jérusalem-Est, (les territoires occupés), et accentuent le processus de colonisation.



48. Cette année-là, l'ONU a décrété la création de l'État du peuple palestinien n'a cessé de s'aggraver depuis. En 1967, sous l'occupation militaire israélienne, vit, depuis 1967, sous l'occupation militaire israélienne, d'un État palestinien viable aux

Le chiffre du mois **500 000**

C'est le nombre de colons juifs installés illégalement dans l'une des 220 colonies de peuplement en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, des territoires reconnus internationalement comme palestiniens. Entre 1972 et 2007, le nombre de colonies a augmenté de 39 fois. La résolution 242 de l'ONU et le droit international condamnent pourtant vigoureusement l'implantation de ces colonies, que le gouvernement d'Israël dans le cadre des accords d'Oslo de 1993 s'était d'ailleurs engagé à stopper.

(Source : www.info.palestine.net - septembre 2008.)

3) Une occupation brutale sans fin...

En 1967 survient une autre guerre, appelée celle-là la Guerre des Six Jours, qui se déroule du 5 au 10 juin 1967. En moins d'une semaine, l'État hébreu triple sa superficie : les territoires de la bande de Gaza, de la Cisjordanie et Jérusalem-Est, habités par les Palestiniens, sont occupés par l'armée israélienne qui s'empare également de la péninsule du Sinaï appartenant à l'Égypte et du plateau du Golan en Syrie.

Quarante ans plus tard, malgré dix résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et plusieurs dizaines de l'Assemblée générale de cette même organisation appelant au retrait des troupes israéliennes, Jérusalem-Est et la Cisjordanie sont toujours occupés par l'armée israélienne. Quant à la bande de Gaza, minuscule territoire de 363 km² dans lequel s'entassaient environ 1,5 million de personnes, l'armée israélienne s'en est retirée unilatéralement en 2007, pour aussitôt la boucler militairement, obligeant ses habitants à obtenir une permission pour en sortir ou y rentrer par l'un ou l'autre des quelques points de passage autorisés.

Dans les deux territoires occupés, les conditions de vie sont déplorables. 75% de la population y vit dans la pauvreté et plus de 40% de la main d'œuvre se retrouve sans emploi. 55% de la population n'a pas accès à une eau potable et en quantité suffisante alors que le quart de l'eau utilisée en Israël provient des nappes phréatiques des territoires palestiniens. Un mur de la honte a été érigé qui, en de nombreux points, sépare les fermiers de leurs terres, les enfants de leurs écoles, les personnes malades de leur clinique, les obligeant à demander et attendre, parfois des heures, parfois des jours, la permission des soldats israéliens pour pouvoir passer de l'autre côté. La population est sous la menace constante de coupures d'électricité par la puissance occupante. Les dépenses essentielles à la vie quotidienne entrent au compte-goutte dans les territoires. Tout ce qu'il faut pour susciter le désespoir, la haine et la violence.

4) La paix... par le partage de la terre

Depuis sa création, l'État d'Israël n'a donc cessé de s'étendre. Certains courants religieux et politiques revendiquent même, en raison de l'histoire antique, la création d'un grand État, « *Eretz Israël* ou la Terre Promise », comprenant les territoires palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. C'est d'ailleurs souvent au nom de cette « Terre promise » que des colonies de peuplement sont implantées dans les territoires occupés et cela sans arrêt en dépit des nombreux engagements pris par les autorités israéliennes dans le cadre des accords d'Oslo et des autres sommets diplomatiques qui ont suivi. Ces colonies installées illégalement en Cisjordanie occupée ou dans la zone Est de Jérusalem, annexée par Israël en 1967, sont considérées par l'ONU comme un obstacle majeur à la paix. Pourtant, les 2 conditions d'une paix durable sont connues depuis longtemps : 1) la création d'un État palestinien aux frontières viables comprenant la bande de Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est; 2) L'application de la résolution 194 de l'ONU concernant le retour des réfugiés chassés de leurs terres (plus de 5 millions disséminés surtout dans les pays voisins) ou leur juste compensation.

Pour en savoir plus

www.pajumontreal.org
Palestiniens et Juifs unis

www.lapaixmaintenant.org
Organisme français en faveur
de la paix entre Palestiniens et Israéliens

1987 Fondation de l'organisation islamique caritative du **Hamas**. Celui-ci, qui se définit comme mouvement de résistance, deviendra progressivement une force politique et militaire palestinienne d'importance. Le Hamas, mouvement au discours nettement plus radical que l'OLP, refuse de reconnaître la légitimité de l'État d'Israël.

1993 Signature des **Accords d'Oslo**. Poignée de main historique à Washington entre Yasser Arafat et le premier ministre d'Israël, Itzhak Rabin. L'assassinat, la même année, du premier ministre Rabin par un fondamentaliste juif plonge les accords dans l'impasse.

2006 Dans le cadre d'une élection reconnue par la communauté internationale comme tout à fait démocratique, le parti Hamas recueille 56 % des suffrages obtenant ainsi une majorité de sièges au parlement palestinien. En raison du refus du Hamas de reconnaître l'État d'Israël et les accords d'Oslo, plusieurs pays occidentaux, qui qualifient ce mouvement d'organisation terroriste, refusent de reconnaître le verdict des urnes.

2008 Le 27 décembre, **attaque massive de l'armée israélienne** contre la bande de Gaza.

PRIVATISATION DES RÉGIMES DE RETRAITE

LE CHILI VOLE AU SECOURS DE SES RETRAITÉS

YVES LAWLER



Au début de chaque année, les contribuables que nous sommes se voient promettre une retraite à l'abri de préoccupations financières à condition, bien sûr, de souscrire à un régime enregistré d'épargne retraite, un REER. Avec l'éclatement de la bulle spéculative qui a fait fondre la valeur de leurs REER comme neige au soleil, on peut penser que les épargnants s'interrogent sur l'efficacité de ce « véhicule » de placements destiné à leur assurer un revenu de retraite décent.

Avec le gonflement de la bulle spéculative et l'encouragement fiscal du gouvernement fédéral, ce type

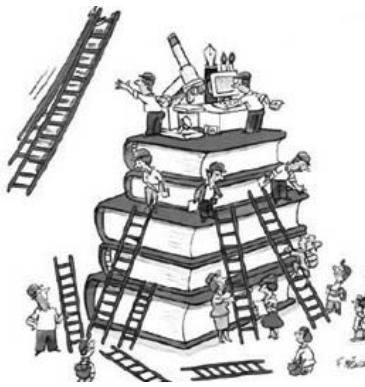
d'épargne individuelle a connu une croissance extraordinaire depuis sa mise en place au début des années 70. Fort de cette conviction chère aux défenseurs du néolibéralisme voulant que l'individu peut, mieux que quiconque, faire les bons choix fiscaux pour sa retraite, le gouvernement fédéral a fait alors le choix de privilégier un régime de retraite par capitalisation plutôt qu'améliorer substantiellement le régime de pension du Canada qui assure une rente mensuelle à vie. Du même coup, Ottawa permettait aux banques et autres institutions financières d'engranger une partie importante des épargnes des salariés et, ainsi, accroître

substantiellement leur capital d'investissement.

Au Chili, conseillé par les grands « gourous » du néolibéralisme comme Milton Friedman, le général-dictateur Augusto Pinochet poussait cette logique à sa limite en privatisant, au début des années 80, tous les fonds collectifs de pension au Chili, l'équivalent, ici, du Régime de pension du Canada et de la Régie des rentes du Québec. Les résultats furent catastrophiques. Les gestionnaires de fonds ont empoché le tiers de la valeur des épargnes qu'ils géraient, la plupart des fonds de gestion ont fait faillite et les deux tiers des retraités se sont retrouvés sans aucun revenu. Pour éviter une crise sociale imminente, le gouvernement du Chili a dû, d'urgence, verser aux pensionnaires floués une allocation équivalente à 60% de leur salaire.

L'expérience pénible des retraités du Chili démontre avec éloquence l'importance et la pertinence indiscutables des régimes à prestation définie basés sur la solidarité sociale et gérés par des organismes publics. La bonification de ces régimes ne peut qu'améliorer la sécurité financière des retraités qui, en nombre important, ont vu leur épargne perdre 40% de sa valeur au cours de la seule dernière année.

SOURCE : LE MONDE DIPLOMATIQUE – DÉCEMBRE 2008



LE POINT SUR LA PRIVATISATION DU SAVOIR

LE NÉOLIBÉRAL GOOGLE INC.

MARIO LEMELIN

« La même justesse d'esprit qui nous fait écrire de bonnes choses nous fait appréhender qu'elles ne le soient pas assez pour mériter d'être lues. Un esprit médiocre croit écrire divinement; un bon esprit croit écrire raisonnablement. »

*La Bruyère
Des ouvrages de l'esprit 18*

Le concept de Société de Savoir a pris sa source dans le projet du Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers en 1751. «Le travail qu'[il] représente et les finalités dont [le] chargent ses auteurs deviennent un symbole de l'œuvre des Lumières, une arme politique et, à ce titre, l'objet de nombreux rapports de force entre les éditeurs, les rédacteurs, le pouvoir séculier et ecclésiastique»¹. Dans le but d'enchâsser la « souveraineté du peuple », la constitution américaine de 1787 reconnaît d'emblée (Article 1, section 8) que le « progrès de la science et des arts utiles » a prééminence sur le droit des auteurs. Ce copyright sera donc de durée limitée. Malheureusement, cet idéal se désagrègera sous le travail constant d'envahissement du savoir par les valeurs capitalistes². Le néolibéralisme permettra l'adoption d'une loi en 1998 (Le *Copyright Term Extension Act*, connue sous le nom de *Loi Mickey*) prolongeant le droit de l'auteur jusqu'à 70 ans après sa mort. Donc, la propriété de l'œuvre peut couvrir plus d'un siècle. Après ce délai, l'œuvre devient « publique ».

Internet verra naître plusieurs initiatives pour offrir une source grand public et gratuite d'œuvres libres de droits d'auteur. Par l'introduction de « moteurs de recherche » (dont Google n'est pas le moindre), le rêve des encyclopédistes semble être réalisé. Sans renier un progrès certain (ne serait-ce que de citer Wikipédia), il faut se demander concrètement, comme l'a fait Le Monde diplomatique en mars dernier, est-ce qu'« Internet réalise le rêve des encyclopédistes ou prépare-t-il le cauchemar d'un savoir public livré aux appétits privés ». Loin de sa mission initiale, Google Inc. est devenu une oligarchie soumise à la soif de ses actionnaires, ayant avalé par numérisation jusqu'à maintenant plus d'un million d'œuvres libres de droit : un million ayant toujours des droits rattachés (à tel point qu'il a fallu que les auteurs et éditeurs recourent à une poursuite en nom collectif en octobre 2005, pour freiner cette gargantuesque faim³) et plus de

cinq millions d'œuvres rares ou épuisées. Et c'est sur ce dernier type d'œuvres que Google base ce qui sera sa source première de profits par le biais de licences. Qu'en est-il?

Plusieurs bibliothèques, prises individuellement, possèdent chacune leur fonds d'œuvres diverses, spécialisées ou tout bonnement introuvables ailleurs. Google, grâce à ses grandes ressources informatiques et financières diversifiées, offre donc aux bibliothèques la numérisation de leurs fonds respectifs moyennant rétributions. Ce faisant, il devient propriétaire du plus grand fonds virtuel d'œuvres, surclassant la bibliothèque du Congrès américain. Dans un contexte de sous-financement, les bibliothèques sont déchirées. Comment faire autrement pour maintenir possible leur mission d'éducation? Pour accéder à ce fond virtuel, ces dernières, de la plus humble à la plus riche, doivent acheter une licence d'utilisation annuelle pouvant avoisiner les 26 000\$ (au détriment d'autres licences), leur permettant d'offrir à leur clientèle un accès gratuit sur un seul ordinateur! Cette parodie de l'accès sera insoutenable pour les clients qui, rapidement, se tourneront vers les « licences consommateurs » qui seront naturellement disponibles à ceux qui pourront payer. Voilà un terrain propice à un savoir à deux vitesses.

Plus qu'une guildes, plus qu'un monopole, Google et sa sorcellerie informatique⁴ le rend invulnérable à toute concurrence possible. Même Microsoft a abandonné son projet concurrentiel l'année dernière. Cette « réingénierie » change les rapports de force entre les groupes sociaux aux intérêts divergents et même à l'échelle des États (exportateurs ou importateurs de produits intellectuels). Le savoir est devenu pour Google un simple produit de consommation. Une réflexion sur les notions de « Savoir » et « d'intérêts publics » s'impose. Il faut éviter que les groupes dominants ne fassent basculer leurs « droits de propriété » à leur seul profit. Il existe déjà des initiatives et des inventions qui s'appuient sur des idées qui font partie du bien commun. Mentionnons par exemple, en informatique, les licences GPL (Linux, Open Office, LyX) et, dans le domaine de l'édition, l'« Expresso Book Machine⁵ ».

Il n'est plus possible de croire aux lois du « Marché » et de sa fantasmagorique « répartition des richesses ». Celui qui esquive le problème fait maintenant partie du problème.

¹ TIRÉ DE WIKIPÉDIA

² VOIR MON ARTICLE DANS LE POINT, VOLUME 28 #1, MARS 2009, PAGE 7

³ UN ACCORD EST INTERVENU FIN 2008. IL N'Y MANQUE QUE LA BÉNÉDICTION D'UNE COUR DE NEW YORK. VOIR WWW.GOOGLEBOOKSETTLEMENT.COM/AGREEMENT.HTML

⁴ RECETTE SECRÈTE À L'ABRI DE TOUT ŒIL NON AUTORISÉ. IL EST PRATIQUEMENT IMPOSSIBLE DE SAVOIR COMMENT GOOGLE RÉUSSIT CES PROUVES TECHNOLOGIQUES QUE DES MILLIONS D'UTILISATEURS SAVOURENT QUOTIDIENNEMENT

⁵ VOIR SUR LE SUJET UN ARTICLE D'ISABELLE PARÉ DANS LE DEVOIR DU 29 MARS 2009, LE RÈGNE DE LA MICRO-ÉDITION EST-IL ARRIVÉ?

UNE AUTRE SORTIE DE CRISE EST POSSIBLE!

YVES LAWLER

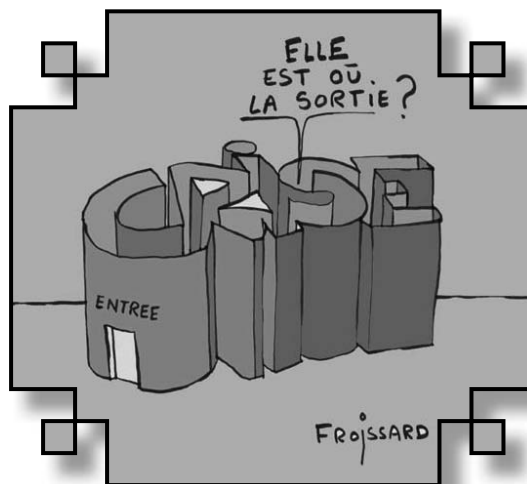


Alors que la crise planétaire met en lumière le rôle de plus en plus évident de la mondialisation dans les bouleversements économiques, écologiques et alimentaires auxquels est aujourd'hui confrontée l'humanité tout entière, voilà que les pays du G-20 proposent de pousser encore plus loin la logique du libre-échange pour sortir d'une crise dont ce même libre-échange est grandement responsable. En décidant d'allouer au Fonds monétaire international (FMI) la somme astronomique de 1 000 milliards de dollars pour favoriser encore plus le libre-échange commercial, les dirigeants du G-20 ont choisi la fuite en avant plutôt qu'une sérieuse remise en question des politiques néolibérales de privatisation, de déréglementation et le libre commerce qui nous ont conduits tout droit au cul-de-sac actuel.

Au Canada, le gouvernement Harper annonce des réductions d'impôt qui profiteront, comme d'habitude, aux mieux nantis d'abord. Les deniers publics sont versés aux banques qui engrangent d'énormes profits (200 milliards). Trois milliards sont investis dans l'économie, mais en oubliant des secteurs stratégiques comme l'environnement, les services publics et autres mesures de soutien aux personnes appauvries, aux sans-emploi et aux chômeurs. En somme, tout pour accroître encore davantage les inégalités et la concentration de la richesse provoquées par le modèle économique actuel.

Plutôt que de voguer de crise en crise sous l'emprise des lois du marché, pourquoi ne pas opter pour des changements fondamentaux. Tant qu'à financer les banques à coups de dizaines de milliards, pourquoi ne pas décider de contrôler démocratiquement la gestion de nos épargnes en les nationalisant? Au lieu d'encourager des fonds de pension privés, pourquoi ne pas bonifier l'actuel système de retraite par répartition? Pour mieux répartir la richesse, pourquoi ne pas mettre en place une fiscalité vraiment progressive au lieu de s'appuyer sur les taxes à la consommation?

Confronté à une crise planétaire et globale comme la crise actuelle, on pourrait faire le choix, et on en a les milliards qu'il faut, d'éradiquer la pauvreté et créer à la fois des emplois en diminuant la semaine de travail sans perte de salaire, en assouplissant les critères d'accès et en haussant les prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Pour protéger l'environnement, on pourrait démocratiser la gestion des ressources naturelles au lieu de confier celles-ci aux grandes corporations privées.



Ces changements sont possibles et nos gouvernements en ont les moyens. À preuve, les centaines de milliards qui se sont mis à pleuvoir alors qu'on avait toujours prétendu être sans ressources quand il s'agissait d'améliorer les conditions de vie des simples citoyens. Mais de telles avancées démocratiques exigent une mobilisation publique que la société civile et les partis politiques ont la responsabilité d'encourager et de développer.

Pour plus d'information

www.quebec.attac.org

www.mondialisation.ca :

(Catherine Caron : *Stephen Harper, un leader au G20?*)

(Michel Chossudovsky : *Les États-Unis se préparent pour l'implosion sociale*)

LE PIRE DRAME HUMANITAIRE DU MONDE

BRIAN BARTON

La République démocratique du Congo (RDC), appelée Zaïre pendant la dictature de Mobutu, a vécu plus d'un siècle de mésaventures. Actuellement, c'est un pays marqué par des conflits qui causent des atrocités inimaginables à ses citoyens et – encore plus – à ses citoyennes. L'ONU a estimé que depuis 1996, les guerres au Congo ont causé 5,4 millions de morts. Il y a plus de deux millions de déplacés du Nord-Kivu; un tiers de la population. Au Sud-Kivu, il y a eu 14 200 viols enregistrés en deux ans. Le Congo est un des pays les plus pauvres de la planète, avec un produit par habitant de 141 \$US. L'indice de développement humain le place 168^e sur 177 pays. Pourquoi? Peut-être parce qu'il a trop de richesses!



Les armoiries de la République démocratique du Congo

Un peu d'histoire

Confirmé propriété privée du roi belge Léopold II par la Conférence de Berlin de 1885, le Congo est devenu une colonie belge en 1908, suite à des condamnations internationales du travail forcé des Congolais dans les plantations de caoutchouc du roi. Ce début laisse présager

ce qui allait devenir une des pires histoires coloniales. Les Belges ont exploité les richesses, sans se soucier de développer la société locale.

Le Congo est devenu indépendant en 1960. Patrice Lumumba, leader de la lutte pour l'indépendance, accepte le poste de Premier ministre et laisse la présidence à Joseph Kasavubu, conservateur plus acceptable aux yeux des Belges. Mais ce compromis ne suffit pas. Les provinces de Katanga et du Sud-Kasaï, riches en minéraux, lancent une guerre de sécession, soutenue par les Belges. En 1961, Lumumba est livré à ses ennemis, torturé et exécuté sommairement. Kasavubu reste comme président du Congo réunifié jusqu'en 1965, quand il est renversé par un coup d'État de Joseph-Désiré Mobutu, allié des États-Unis pendant la guerre froide. Le pays est pillé par Mobutu, qui réprime sauvagement toute opposition et devient milliardaire. Après la fin de la guerre froide en 1990, sa dictature embarrasse les Américains. Durant « la première guerre du Congo », d'autres alliés des États-Unis, Yoweri Museveni, président de l'Ouganda et Paul Kagamé, homme fort du Rwanda – tous deux Tutsis – appuient l'Alliance des forces démocratiques pour la libération, qui prend Kinshasa le 17 mai 1997 et remplace Mobutu par Laurent-Désiré Kabila. Les troupes rwandaises et ougandaises demeurent dans l'Est du pays.

« La deuxième guerre du Congo » éclate quand Kabila veut renvoyer ces troupes chez elles et reprendre le contrôle du territoire. Certaines unités de l'armée congolaise, composées de Tutsis banyamulenges de souche rwandaise, lancent dans le Kivu une rébellion contre Kinshasa. Les soldats rwandais et ougandais soutiennent les rebelles. Ce soutien a un prix; les soldats ne se gêneront pas pour piller les mines de diamants à Kisangani et d'or en Ituri. Finalement, après l'intervention de sept pays voisins – certains pour soutenir la rébellion et d'autres le gouvernement – un accord de cessez-le-feu est signé le 10 juillet 1999. Le 24 février 2000, l'ONU envoie

5 537 hommes dans le cadre de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC). Mais les combats et les massacres continuent. Des troupes rwandaises et ougandaises occupent encore une bonne partie du territoire.

Le 16 janvier 2001, Laurent-Désiré Kabila est assassiné et remplacé par son fils Joseph. Des élections tenues en 2006 confirment Joseph Kabila à son poste.

Qu'est-ce que le Congo?

Pays d'une très grande superficie, le Congo est environ deux fois plus grand que le Québec. En Afrique, seuls le Soudan et l'Algérie le dépassent. Le gouvernement central n'est jamais parvenu à exercer son autorité sur le pays en entier. Le Congo est l'un des pires cas de structures typiques héritées du colonialisme. Dans une population estimée à 65 millions en 2009, on trouve quelque 250 ethnies, dont plusieurs sont à cheval sur les frontières, parlant 221 langues. La langue officielle est le français, parlé seulement par les élites. Les infrastructures d'une bonne partie du pays – routes, communications – sont primitives ou inexistantes. Dans plusieurs régions, ce sont des généraux de l'armée ou des milices qui font la loi. La plupart de ces milices « *maï-maï* » se sont constituées originalement pour résister à l'invasion des forces armées du Rwanda, mais parfois dans un but de brigandage. Elles vivent et s'arment surtout grâce aux exactions menées contre la population. Une source importante de leur financement se trouve dans les mines artisanales, accaparées par les chefs des milices ou de l'armée

congolaise, où les ouvriers travaillent dans des conditions pitoyables contre des paiements de misère; ceci en plus de payer une redevance aux miliciens qui contrôlent les routes.

Les richesses minières

Doté de ressources incommensurables à la grandeur de sa surface (diamant, cuivre, cobalt, étain, uranium, etc.), le Congo fait l'objet depuis longtemps de contrebandes et de trafics enrichissant sa classe dirigeante et d'exploitations illégales de ses richesses par les pays voisins. Différents rapports ont clairement établi la complicité entre les représentants des États, les sociétés transnationales et des groupes criminels dans l'exploitation illégale des ressources de ce pays.

Les compagnies minières enregistrées au Canada sont fortement représentées au Congo. Les compagnies ont profité des guerres et de la corruption pour signer des contrats très lucratifs. Un processus de renégociation des contrats a été décidé à la suite de pressions exercées sur le gouvernement de Kinshasa par la société civile congolaise, ainsi que sur le gouvernement du Canada par des ONG d'ici pour établir la responsabilité sociale des entreprises minières. Malheureusement, le processus a été bloqué par la chute du prix des matières premières : guère le moment pour négocier! Les compagnies ont diminué considérablement leurs activités et le chômage est monté en flèche.



Les mineurs travaillent souvent dans des conditions exécrables en RDC

La détresse des femmes

C'est sur ce fond d'anarchie, de déliquescence de l'État que vit la population de l'Est de la RDC et que se greffe la situation des femmes. L'ampleur de la violence sexuelle dans cette région est un phénomène connu internationalement. Les enfants aussi souffrent énormément de la violence et des viols, en plus d'être kidnappés pour servir dans les milices. Tous les jours, 40 femmes sont victimes de viol à l'Est du Congo. Les femmes congolaises ont lancé une campagne contre les violences sexuelles en RDC, à l'initiative des associations de femmes situées à l'Est du pays.

Yakin Ertürk, rapporteure spéciale des Nations Unies sur la violence à l'égard des femmes, a déclaré : « La crise qui se déroule dans les Kivus est la pire que je n'ai jamais connue et exige une attention immédiate. (...) Les auteurs de ces crimes appartiennent majoritairement aux forces de sécurité nationales, militaires ou policières et aux milices rwandaises et congolaises qui sévissent encore à l'Est du pays. (...) L'impunité est quasi totale pour les coupables à cause du manque flagrant de moyens du système juridique et de la corruption ».

Les conflits en cours

Lors de la deuxième guerre civile, des miliciens rwandais ont envahi le Congo en utilisant la justification – pour occuper le Congo oriental – de devoir chasser les rebelles interhamwes (Hutus à qui on attribue le génocide) susceptibles de retourner au Rwanda. En fait, les Hutus interhamwes sont une petite minorité parmi les Hutus du Congo, et il est très difficile de savoir quels sont ceux qui ont participé au génocide. Sans parler de la domination des Hutus, qui représentent 85 % de la population rwandaise, commise dans le passé par la minorité tutsie favorisée par les Belges. Les racines du conflit rwandais datent de loin et se répercutent au Congo voisin.

Joseph Kabila a essayé à plusieurs reprises d'arriver à un accord avec les gouvernements du Rwanda et de l'Ouganda pour le retrait de leurs troupes et le désarmement des milices pro-tutsi dans l'est du Congo. Après plusieurs tentatives avortées, un accord a finalement été trouvé. Selon France-Diplomatie, le site Web du ministère français des Affaires étrangères : « Cette évolution s'inscrit dans une dynamique de normalisation progressive des relations entre la RDC et ses voisins (notamment le Rwanda et l'Ouganda) et de renforcement de l'intégration régionale. Kinshasa et Kigali se sont nettement rapprochées au début de l'année 2009 avec le lancement, le 20 janvier, d'une opération militaire conjointe sur le sol congolais contre les rebelles hutus rwandais du Front

démocratique pour la libération du Rwanda. Il s'agit là d'une dynamique nouvelle, porteuse d'espoir pour un règlement durable de la crise qui secoue depuis plusieurs années l'Est de la RDC ». Cette position de la France du président Sarkozy semble traduire son désir de rapprochement vers la politique étrangère américaine.

Cette évolution implique-t-elle l'acceptation par Joseph Kabila de la stratégie des États-Unis, déjà alliés aux gouvernements ougandais et rwandais, pour établir une « Pax Americana » dans la région des Grands Lacs? L'opération militaire conjointe mentionnée par France-Diplomatie vise à déloger les éléments des Hutus du FDLR de la plupart de leurs bastions. Les conflits armés s'intensifient. La situation d'insécurité qui prévaut actuellement au Sud-Kivu préoccupe l'ensemble des acteurs humanitaires. On assiste sur le terrain à une hausse inquiétante des exactions envers les civils, aussi bien de la part du FDLR et d'autres groupes armés que des militaires de l'armée congolaise. Cette opération militaire, surtout la décision de permettre aux soldats étrangers d'entrer en RDC pour mener des opérations conjointes, a suscité de l'opposition à l'intérieur même de la coalition au pouvoir à Kinshasa.

Et maintenant?

Les opérations militaires mettront-elles fin aux conflits et à la crise humanitaire? Le gouvernement pourra-t-il établir la paix dans l'Est du Congo? Pourra-t-il négocier des contrats équitables avec les compagnies minières? On peut en douter, à en juger par les compromis que le gouvernement a acceptés avec le Rwanda et l'Ouganda; ainsi que par l'alignement sur la politique américaine dans les opérations militaires en cours. Pour assurer la paix, le gouvernement aura l'aide de la MONUC, qui a été haussée à plus de 20 000 effectifs. L'appui de la MONUC aux opérations militaires récentes signifie-t-il l'abandon de sa neutralité? Surtout que certains de ses soldats de cette mission sont accusés de viols et d'autres crimes! On peut quand même espérer. La société civile au Congo s'organise, comme le montre l'exemple des femmes. Des mouvements politiques luttent contre la corruption et pour amener l'État à jouer son rôle.

La situation au Congo mérite beaucoup plus d'attention de la part de l'ONU – et de nos médias. La situation humanitaire tragique l'exige. Les ONG nationales et internationales peuvent et doivent faire plus! Surtout pour presser les gouvernements occidentaux à adopter des politiques susceptibles d'aider la population congolaise.

VIOLENCES SEXUELLES AU CONGO

LE FLÉAU QUI ASPHYXIE LES FEMMES

C'est au Forum social mondial de Belém que les membres du Comité femmes et développement du CS/TR ont fait la connaissance de madame Adèle Safi, présidente de l'Action pour le développement intégral de la jeunesse et de la femme (ADIJF) de la République démocratique du Congo (RDC). L'ADIJF vise à promouvoir les infrastructures sociales de base, susceptibles d'améliorer les conditions de vie des jeunes et des femmes. Alors que la sécurité et la vie de ces militantes pour les droits humains sont constamment menacées, elles poursuivent activement leur combat en interpellant la société civile de partout dans le monde pour dénoncer la situation qui sévit au Sud-Kivu.

Comme l'Est de la RDC, la province du Sud-Kivu est une zone post-conflit après plus d'une décennie de guerres fratricides et de conflits de tout genre auxquels les populations ont été exposées en quasi-permanence. Les bandes armées continuent à commettre tueries, pillages, viols, violences sexuelles, enrôlement involontaire des enfants dans les bandes des milices armées. Dans les provinces de Maniema, du Sud et du Nord-Kivu et à Bunia, des hommes, des femmes et des filles ont été réduits en esclaves sexuels et ils deviennent la propriété d'un ou de plusieurs hommes en uniforme. L'impunité liée à la faiblesse du système judiciaire fait en sorte qu'on retrouve même à l'intérieur des autorités politico-administratives des auteurs de violences sexuelles. Les nombreuses conséquences fâcheuses de ces différentes guerres sont venues renforcer les situations de rupture de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique qui existaient jadis entre familles, entre villages et entre groupements - tout ceci ne rassure pas la sécurité de la femme et des enfants. Nous vous livrons aujourd'hui le témoignage de cette femme, dans une de ses correspondances à Denise Caron, membre du Comité femmes et développement. Adèle a fait jaillir en nous le feu de la révolte face à l'horreur, de la combativité et de la solidarité.

Estimée Denise,

Merci pour ton e-mail combien réconfortant. Je l'ai lu quand je suis revenue d'une tournée dans les territoires du Sud-Kivu où les affres à l'égard des femmes continuent. Ce message me console et me rassure de votre soutien dans notre lutte pour le relèvement de la femme en général et celle du Sud-Kivu/RDC en particulier. Je suis bien arrivée à Bukavu après avoir passé un bout de temps à Kinshasa. Je ne sais pas vraiment comment vous remercier pour la solidarité que vous avez manifestée pour les femmes de la RDC lors du Forum social mondial au Brésil; j'en suis très reconnaissante, de même que les femmes de l'Est à qui j'ai parlé de votre souci de travailler avec elles en vue de partager les expériences et de lutter ensemble pour éradiquer ce fléau qui les asphyxie.

Quand je suis [revenue du Brésil], j'ai directement effectué un voyage vers nos différents territoires où la situation sécuritaire des femmes reste préoccupante. Depuis l'opération de la coalition forces armées congolaises et rwandaises, sept femmes ont été violées et 15 autres emportées dans la forêt par les FDRL. La pauvreté et les maladies de tous ordres (hydriques, infections sexuellement transmissibles, VIH) sont là les réalités auxquelles sont exposées les femmes du Sud-Kivu. Je continue à compter sur l'implication de tous dans la lutte pour aider les femmes à sortir de cette situation et à recouvrer leur dignité.

Ma Chère, l'implication des femmes québécoises au côté des femmes de l'Est saurait vraiment soulager tant soit peu leur détresse. Je pense qu'un jour vous effectuerez aussi un voyage au Sud-Kivu, afin de palper des doigts la tragédie oubliée des femmes de l'Est. Mes salutations à toutes les femmes du Québec.

*Adèle SAFI
Sud-Kivu/RDC*



Quelques chiffres sur les plaintes acheminées par les femmes et hommes, filles et garçons pour des sévices sexuels

De 1998 à 2006

Nord-Kivu : 16 416 victimes déclarées

De 2002 à 2006

Sud-Kivu : 27 000 victimes déclarées

Maniema : 12 000 victimes déclarées

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES CANADIENNES : UNE BATAILLE À POURSUIVRE !

SOURCE : EMI EN BREF

ENTRAIDE MISSIONNAIRE INTERNATIONALE

Le 26 mars dernier, le gouvernement d'Ottawa publiait discrètement sa réponse¹ au rapport consensuel déposé en mars 2007 par le Comité consultatif multipartite sur la responsabilité sociale des entreprises (RSE) extractives dans les pays en développement. Pour la majorité des organisations de la société civile qui s'étaient alors mobilisées partout au pays, le gouvernement a raté une bonne occasion de mettre fin aux abus commis par des entreprises minières canadiennes à l'étranger. Pourtant, les dirigeants de l'industrie et les représentants de la société civile jugeaient réalistes ce qu'ils réclamaient d'une même voix. Il s'agissait de fixer des normes précises et identiques pour l'ensemble des sociétés opérant à l'étranger, de mettre en place des mécanismes de responsabilisation pouvant mener à des sanctions en cas de manquement, de créer un poste d'ombudsman avec pouvoir d'enquête sur les plaintes et enfin de lier l'octroi d'appui financier et politique gouvernemental au respect des normes déterminées en matière d'environnement et de droits de la personne.

La stratégie gouvernementale opte plutôt pour la promotion de lignes directrices volontaires sans mécanisme de suivi, la création d'un poste de Conseiller en RSE pour l'industrie extractive sans pouvoir d'enquête indépendante, la mise sur pied d'un Centre d'excellence en la matière, et aucune possibilité de pression sur les compagnies fautives, comme le refus d'accéder au financement d'Exportation et développement Canada (EDC).

Le gouvernement remet aux pays en développement la responsabilité de faire appliquer les principes de RSE que voudront bien adopter les entreprises canadiennes, de même que les normes internationales des droits de la personne et de l'environnement. Sur ce point, la stratégie gouvernementale est prolifique : elle souligne à grands traits les programmes canadiens d'accroissement des capacités des pays hôtes pour qu'ils améliorent leur gouvernance des ressources, leur transparence et leur responsabilité en la matière. L'Agence canadienne de développement international (ACDI), Ressources naturelles Canada et l'Initiative relative à la transpar-

ence des industries extractives (ITIE), en seront les maîtres d'œuvre. Même les accords de libre-échange pour protéger les investissements canadiens, comme il en existe déjà avec le Chili, le Pérou et le Mexique, s'y emploieront. En refusant de définir des balises, le gouvernement a choisi de consolider la position dominante des entreprises canadiennes dans le secteur minier au niveau international. On ne voit pas comment cette stratégie ferait disparaître les scandales qui avaient poussé en 2005 un Comité parlementaire à réclamer une législation canadienne pour les diminuer. Pendant ce temps, les sociétés canadiennes continuent de faire l'objet de plaintes dans de nombreux pays. Récemment, la Norvège s'est départie de ses actions dans Barrick Gold en raison de graves dommages à l'environnement dus à ses pratiques en Papouasie. Ici-même, le projet de loi privée C-300, soutenu par les partis de l'opposition, a ramené au parlement le débat sur la responsabilité gouvernementale en matière de vérification des plaintes à l'endroit des minières canadiennes. **La bataille est loin d'être terminée!**

¹ RENFORCER L'AVANTAGE CANADIEN : STRATÉGIE DE RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE) POUR LES SOCIÉTÉS EXTRACTIVES CANADIENNES PRÉSENTES À L'ÉTRANGER. MARS 2009. WWW.INTERNATIONAL.GC.CA



**ENFANTS SOLDATS
QUE FAIT LA JUSTICE?**

**AMNISTIE
INTERNATIONALE**

250 000 enfants soldats,
c'est inacceptable - protestons !
Signez la pétition en ligne :
www.amnistie.ca

NE PAS FAIRE L'AMOUR POUR COMBATTRE LA GUERRE

LES FEMMES KÉNYANES

ENTAMENT UNE GRÈVE DU SEXE



Ida Odinga, épouse du Premier ministre

Le mercredi 29 avril dernier, dix associations kényanes appelaient les femmes à pratiquer l'abstinence sexuelle, pendant une semaine, un moyen fort susceptible d'encourager le président Mwai Kibaki et le Premier ministre Raila Odinga à mettre un terme à leurs disputes. Dans les faits, à la suite de la réélection en décembre 2007 du président Mwai, l'opposition d'Odinga dénonçait un scrutin non transparent, voire frauduleux. Dès lors, des violences éclatèrent, faisant au moins 1 000 morts et 300 000 déplacés. Odinga accepta finalement de devenir le Premier ministre de Mwai Kibaki, mais depuis, les relations entre les deux hommes se sont dégradées, « menaçant les intérêts du pays et la paix sociale ».

Une grève du sexe, c'est la force la plus persuasive que les groupements de femmes kényanes ont trouvée pour amener les hommes au pouvoir à réfléchir à une réforme sociale. Patricia Nyaundi, directrice de la fédération des avocates kényanes, expliquait que les grandes décisions sont prises sur l'oreiller, donc que les Kényanes demandent aux deux dames (les épouses du Premier ministre et du président), lorsqu'elles se retrouvent dans l'intimité avec leur mari, de leur demander : « Mon chéri, peux-tu faire quelque chose pour le Kenya? » D'ailleurs, Ida Odinga, l'épouse du Premier ministre kényan, s'est dite solidaire de l'initiative. Selon ses dires, « les hommes kényans devront se passer [...] des plaisirs de la chair. » De plus, les organisations de femmes demeurent persuadées que la femme du président, Lucy Kibaki, a suivi le boycott « puisqu'elle est très sensible aux problèmes liés au genre. » Elle a même spécifié : « ce n'est pas une grève entre les sexes, mais une guerre contre l'oppression, l'impunité et pour la bonne gouvernance! »

Les revendications des Kényanes allaient au-delà d'un coup médiatique. Au contraire, elles visaient à exhorter un certain sens du sacrifice. La grève n'était pas qu'à propos du sexe, mais d'une finalité essentiellement politique. Actuellement, il y a une sévère sécheresse et le prix des denrées alimentaires demeure nettement élevé, ce qui touche particulièrement les femmes et les enfants. De plus, les violences des précédentes élections sont encore perceptibles, car de nombreux Kényans vivent malheureusement encore dans des camps de déplacés.

Mais quelles sont les conséquences d'un tel boycott? D'abord, la crainte des Kényans et Kényanes en ce qui concerne le désir des hommes d'aller rechercher du plaisir auprès des travailleuses du sexe. Agnès Leina, de la coalition sur la violence contre les femmes, rapporte que les prostituées considèrent cette grève comme une opportunité exceptionnelle de faire des profits considérables. Elles ne voyaient que l'aspect commercial parce qu'elles aussi souffrent du manque de nourriture, contre lequel les organisations de femmes se battent. Les militantes, conscientes de cette problématique, songeaient à payer les prostituées pour qu'elles ne cèdent pas aux avances des hommes. Or, faute de moyens financiers, elles n'ont pu faire de la sorte. Par contre, « aucun cas de violence sexuelle n'a été rapporté et nous n'avons entendu parler d'aucune femme battue, harcelée ou qui a dû quitter son foyer, peut-être parce que les hommes qui s'estiment lésés préfèrent recourir à la justice », affirme Agnès Leina.

Néanmoins, le boycott a atteint ses objectifs. Le président Kibaki et le Premier ministre Odinga s'adressent désormais la parole. D'ailleurs, ils se sont rencontrés le 4 mai dernier et ils doivent dorénavant discuter de la renégociation de l'accord national et de la réconciliation de l'année passée. Cependant, les politiciens manipulent les gens qui ont faim et continuent à les opprimer. La discussion prioritaire doit donc être celle de la crise alimentaire, si le gouvernement désire retrouver la confiance du peuple d'ici les prochaines élections.

Source : Jeune Afrique

<http://www.jeuneafrique.com/pays/kenya/kenya.asp>

UNE COLLABORATION DU DÉPARTEMENT DE TECHNIQUES D'ÉDUCATION À
L'ENFANCE DU COLLÈGE SHAWINIGAN À UN PROJET DE COOPÉRATION EN HAÏTI

UNE VALISE QUI IRA LOIN!



Jeunes mamans avec leurs enfants au Centre REVIV

SYLVIE POIRIER

Au Collège Shawinigan, les étudiants en techniques d'éducation à l'enfance (TÉE) débordent d'énergie et de créativité quand il s'agit de mettre à profit leurs connaissances, leurs acquis de formation et leur expérience auprès des enfants. C'est ainsi que 28 d'entre eux ont accepté de s'impliquer dans un projet de coopération avec le Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Dans le cadre de leur cours *Organisation physique et matérielle d'activités*, le groupe de collège 2, avec leur enseignante Manon Richard, a préparé du matériel de stimulation visant le développement global des bébés de 0-24 mois. Regroupé dans une valise éducative comprenant quatre bacs de stimulation (sens, langage, motricité fine et globale), ce matériel éducatif sera offert au Centre REVIV de Port-au-Prince en Haïti.

Le Centre REVIV est un lieu d'accueil, d'hébergement et d'éducation pour des jeunes adolescentes qui ont vécu une grossesse dans des contextes difficiles, d'exclusion et/ou de violence et qui se retrouvent démunies face à la maternité. Ces jeunes mamans vivent pour un temps indéterminé à REVIV avec leur bébé. Ce centre est géré par un organisme de défense des droits des femmes, KAY FANM (qui signifie « maison des femmes » en créole) et supporté financièrement par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières.

Le manque criant de matériel et de ressources pour stimuler le développement des bébés a suscité l'idée de leur en offrir. Avec ce projet, les étudiantes du Collège Shawinigan ont pu exploiter leurs acquis, mettre à contribution leur formation et

qui sait, peut-être faire une petite différence pour les bébés et les mamans de REVIV.

Annie Lafontaine du CS/TR est la personne-ressource dans le cadre de ce projet. C'est elle qui a mis le département TÉE en lien avec REVIV. Elle s'est rendue à Port-au-Prince du 13 au 20 mai dernier pour travailler avec les partenaires de KAY FANM et une enseignante de TÉE, Sylvie Poirier, l'a accompagnée pour expérimenter le matériel de stimulation auprès des poupons et expliquer aux intervenantes et aux jeunes mamans comment exploiter de façon éducative les stimulations ludiques. Elle a également pu vérifier la nature des besoins sur place et planifier de prochaines collaborations potentielles entre REVIV et le département TÉE. Elle a aussi pu, par la même occasion, animer des capsules thématiques sur des sujets en lien avec la petite enfance.

La trousse montée par les étudiantes est la première étape d'un partenariat qui pourra s'établir sur un long terme. En effet, faire parvenir à REVIV du matériel éducatif deux fois par année sera un défi stimulant et pertinent tant pour les étudiantes que pour les enseignantes du programme TÉE. Avec le temps, le département pourrait aussi développer des projets plus diversifiés, comme concevoir du matériel spécialisé, des outils d'animation ou de la formation, en plus d'assurer des échanges professionnels avec les intervenantes de REVIV et possiblement avec d'autres ressources en petite enfance de Port-au-Prince. Une valise qui ira loin!

LE TRAITÉ DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LA COLOMBIE EST UNE INFAMIE



Le ministre Stockwell Day et le ministre colombien du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Luis Guillermo Plata. Source MAECI

CLAUDE LACAILLE

Le 26 mars 2009, en Colombie, des escouades tactiques de la police, appuyées par des tanks armés, utilisant canons à eau et gaz lacrymogènes, encerclaient la compagnie municipale de nettoyage et propreté de la ville de Cali que le gouvernement voulait privatiser. Un grand nombre d'employés municipaux et un fonctionnaire furent blessés. Ce même jour, au Canada, Stockwell Day déposait, à la Chambre des Communes, un accord de libre-échange entre le Canada et la Colombie pour ratification par le parlement.

En moins de deux ans et demi, nous avons subi au Canada deux gouvernements minoritaires du conservateur Stephen Harper. Admirateur et disciple de l'idéologie de Bush, ce Premier ministre a orienté sa politique étrangère sur le voisinage en établissant des liens commerciaux avec les gouvernements des Amériques qui partagent « nos valeurs fondamentales de la démocratie, des droits humains, de la primauté du droit et de la bonne gouvernance. » Dans la bouche de Harper, cela signifie les pays qui ont des gouvernements néolibéraux. En concluant en 2008 un accord de

libre-échange avec la Colombie, pays déchiré par la violence ayant le pire dossier en matière de violations des droits humains, Harper volait en aide aux entreprises minières et pétrolières canadiennes. Les bénéfices économiques de cette entente résident dans le fait que les compagnies canadiennes ne seront pas soumises en Colombie aux réglementations sociales et environnementales en vigueur au Canada. En d'autres mots, nous n'avons pas à protéger la vie des Colombiens ni leur environnement. *Business is business.*

Violations systématiques des droits fondamentaux de la population

En Colombie, 49 syndicalistes ont été assassinés en 2008 et 17 autres en ce qui va de l'année 2009. En tout, durant les dix dernières années, ce sont plus de 2 700 militants et militantes ouvriers qui ont été tués. La persécution du mouvement syndical est le plus violent au monde sous le gouvernement d'Alvaro Uribe. La force publique et paramilitaire est utilisée régulièrement pour privatiser les entreprises publiques : l'armée prend d'assaut un lieu de travail, chasse les travailleurs et travailleuses et remet l'entreprise entre les mains d'une société privée. Il en fut ainsi pour les postiers, les cols bleus et les travailleurs et travailleuses de la santé. Cela s'appelle-t-il « primauté du droit » ? Les communautés des premières nations et des afro-colombiens font face à l'éviction violente de leurs territoires par des incursions des militaires et de groupes paramilitaires, qui confisquent ces terres au profit de l'agriculture d'exportation, des compagnies minières et d'autres multinationales. Six millions d'hectares ont ainsi été saisis. Ces communautés rejettent catégoriquement l'accord de libre-échange avec le Canada qui met en danger leurs cultures et droits ancestraux. Est-ce la démocratie que Harper prétend trouver chez Uribe ?

Le gouvernement d'Alvaro Uribe est miné par la corruption, les fraudes électorales et la complicité des barons de la drogue et les escadrons de la mort. Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, la violence a provoqué plus de 13 000 morts ; l'État serait responsable de 56 % de celles-ci. Les autorités nient que les paramilitaires démobilisés se soient réorganisés sous d'autres noms : les 43 nouveaux groupes de « nouvelle génération » n'auraient rien à voir avec les unités démobilisées. Le gouvernement refuse de parler de crimes d'État : pourtant les exécutions sommaires, 1 500 en six ans, sont systématiquement planifiées et répondent à une stratégie définie par les politiques du pouvoir. D'un bout à l'autre du pays, l'armée enlève et assassine des jeunes hommes provenant de secteurs populaires, des étudiants et des paysans. Ils sont tués et revêtus d'uniformes militaires et leurs cadavres présentés aux médias comme trophées de guerre en disant qu'ils sont morts lors d'un affrontement avec la guérilla. Peut-on parler de bonne gouvernance ?

Stephen a des amitiés particulières

Harper a fait sa première campagne électorale prétendant que son savon lavait plus blanc que celui des Libéraux. Il promettait un gouvernement éthique. Il se réjouissait lors

du Sommet des Amériques à Trinité et Tobago que la rencontre ait porté sur l'économie et non sur des discussions idéologiques. Il ignore sans doute que le néolibéralisme qui a échoué lamentablement et nous a plongés dans une crise économique mondiale est une idéologie conservatrice. En tout cas, en matière d'éthique, nous sommes en droit de nous indigner. Dis-moi qui tu fréquentes et je te dirai qui tu es. Avec Bush comme mentor et des petits amis comme Alvaro Uribe et Alan García du Pérou, le chef de notre gouvernement a des fréquentations peu recommandables.

Pourtant, il est des types d'accords économiques entre pays qui pourraient donner de bons résultats pour les peuples concernés. Ainsi, le Venezuela reçoit 20 000 médecins cubains qui travaillent volontairement dans les quartiers populaires, assurant aux pauvres une médecine gratuite ; 40 000 citoyens vénézuéliens ont été opérés gratuitement pour des problèmes de la vue dans des hôpitaux cubains. En échange de ces services, le Venezuela fournit du pétrole à Cuba. Des accords semblables ont été signés entre le Venezuela et la Bolivie. Mais de telles expériences n'ont aucune validité aux yeux de monsieur Harper qui ne considère pas les présidents de Cuba, de Bolivie ou du Venezuela dignes de son amitié.

Que notre solidarité continue solidement à appuyer la démocratie, la bonne gouvernance, les droits humains et l'État de droit en faveur de tous les Colombiennes et Colombiens et à soutenir les nombreux réfugiés qui ont dû quitter la Colombie et vivent parmi nous. Réclamons l'annulation de ce traité infâme.

Le texte officiel de l'Accord de libre-échange du Canada et de la Colombie

www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux

Le Forum économique international des Amériques à Montréal :

www.conferencedemontreal.com

DE L'AMBITION POUR 2009-2010...

DES STAGES POUR TOUS!

Depuis plusieurs années, le secteur des stages du CS/TR fait face à un paradoxe étrange : alors que la mission du CS/TR prône la justice sociale et la participation démocratique de tous dans la société, nos programmes de stages continuent de s'adresser à des clientèles restreintes et assujetties à des critères de sélection particuliers nous provenant des bailleurs de fonds : jeunes de 19 à 30 ans, diplômés ou en voie de l'être, etc.

En 2009-2010, le secteur des stages du CS/TR désire résoudre ce paradoxe et offrir une panoplie de stages pour tous les âges, tout en continuant de répondre aux besoins de nos partenaires du Sud. Nous vous présenterons ces différents stages dans ce numéro et le prochain.



Source : Maude Goudreault

Encore trois ans au Mali avec Québec sans frontières

En décembre dernier, le CS/TR a reçu une bonne nouvelle pour les populations de la commune d'Ouélessé bougou au Mali : le projet en santé nutritionnelle et communication sociale visant à valoriser la culture et la consommation du Moringa oleifera a été reconduit jusqu'en 2012! Cet été, dix participantes procéderont à l'analyse des trois premières années de la campagne de communication sociale en santé nutritionnelle qui s'est déroulée dans le village de Dafara. Leur tâche consistera à évaluer, avec les populations, les changements des habitudes alimentaires. Leurs observations serviront ensuite de marche à suivre pour multiplier le projet dans trois villages de la commune au fil des trois prochaines années. Nous sommes d'ailleurs déjà en recrutement pour le groupe de l'été 2010 qui sera basé dans le village de Dogorona. Intéressé? Visitez l'onglet des stages à l'étranger dans notre site Web, au www.cs3r.org.

Courts séjours interculturels de solidarité

De mars à avril 2009, ce sont 93 jeunes adolescents qui se sont rendus dans diverses villes cubaines – de Guantánamo à La Havane – à travers notre programme de stages courts.

« Des centaines, voire des milliers de cultures foisonnent sur ce globe. Ce voyage à Cuba nous a permis d'entreapercevoir une parcelle de l'une d'entre elles. [...] Déjà j'ai peur d'oublier à quel point la réalité est différente là-bas. On ne cesse de nous dire que nous sommes surconsommateurs, matérialistes, égoïstes, et c'est malheureusement vrai pour nombre d'entre nous. Mais nous sommes d'abord et avant tout des êtres doués d'humanité. Devant nous s'étend un monde à changer, un monde regorgeant d'hommes et de femmes qui peuvent nous montrer les richesses de notre nature et nous permettre de les cultiver. Voilà ce à quoi m'a fait réfléchir ce voyage. J'ai pu constater qu'en dépit de leur pauvreté matérielle, les Cubains sont riches au niveau culturel et que c'est notre devoir que de s'ouvrir à ces trésors d'idées et de philosophies. Un devoir de Nord-Américain borné et gâté. »

Simon Lalonde-Beaudoin
Participant au court séjour
interculturel de la Polyvalente Le
Carrefour de Gatineau à Granma,
Cuba, du 1er au 15 mars 2009.



VAINCRE LE "TRIPLE CRUNCH"

GUILLAUME HÉBERT

Au Québec comme ailleurs, les citoyens doivent saisir l'opportunité de restructurer l'économie de façon à régler non pas une ou deux crises, mais bien trois. À cet effet, des intellectuels britanniques en faveur d'un New Deal vert (Green New Deal) ont lancé des pistes de solutions d'envergure visant à contrer le « Triple Crunch » : la crise écologique, la crise financière et la crise pétrolière.

À quoi devrait ressembler un New Deal vert au XXI^e siècle? Une politique économique de cet ordre implique un rôle important de l'État par le biais d'investissements. Face à la crise écologique, ces investissements massifs devraient être verts, c'est-à-dire qu'ils doivent permettre la réduction des émissions de carbone et mettre l'économie sur la voie de la viabilité écologique. Par conséquent, les projets d'infrastructures proposés par les gouvernements semblent inadéquats, puisqu'ils abordent le défi de la même façon que ce que l'on faisait il y a cinquante ans, à une époque où les dévastations écologiques causées par le productivisme de la société de consommation étaient négligées.

Une meilleure planification

Un travail considérable sera nécessaire en habitation. Un New Deal vert encourage le principe « un bâtiment, une station énergétique », selon lequel un plan de grande envergure reverrait l'ensemble des méthodes de construction et planifierait la mise à niveau des immeubles, notamment les bâtiments publics. L'adoption d'une telle perspective créerait des emplois dans le domaine de l'efficacité énergétique et des projets d'énergies renouvelables

tels l'éolienne et le solaire. À l'échelle canadienne, ceci permettrait de créer 200 000 emplois, selon le Congrès du travail du Canada. Une remise en question de l'aménagement du territoire pour notamment enrayer les désastres provoqués par l'étalement urbain est aussi nécessaire. Un groupe de chercheurs de l'Université d'Ottawa, *Sustainable Prosperity*, a produit un rapport évaluant une vingtaine de grands projets pour répondre à la crise. C'est le développement du transport collectif qui obtient la meilleure note lorsqu'il s'agit de mettre en place des plans susceptibles de relancer l'économie tout en respectant l'environnement. En effet, le transport en commun a un impact positif sur la qualité de l'air et sur l'efficacité générale du carburant, et il permet d'élaborer de nouvelles technologies dans ce domaine.

D'autres pays, notamment en Europe, ont initié depuis plusieurs années la mise sur pied d'une classe de « cols verts », des travailleurs liés à un meilleur respect de l'environnement. En Allemagne ou en Espagne, ces cols verts, qui oeuvrent à prévenir et minimiser les dommages infligés à l'environnement, se comptent déjà par centaines de milliers. Ces emplois, qualifiés ou non, ainsi que la formation des travailleurs, permettront d'offrir la main-d'œuvre nécessaire aux projets d'envergure s'inscrivant dans la logique du New Deal vert. Quant aux ressources financières, plusieurs avenues existent également. Des économistes proposent notamment d'émettre des « bons de la victoire » pour les changements climatiques, à la manière de ce qui s'était fait lors de la Deuxième Guerre mondiale. L'argent récolté servirait par exemple à développer le transport en commun et l'efficacité énergétique. D'autres incitatifs fiscaux pourraient aussi diriger vers d'éventuels grands projets écologistes une partie des sommes actuellement contenues dans les banques, les

caisses de retraite et les épargnes individuelles.

L'État doit prendre l'initiative

Une action étatique est indispensable pour coordonner et stimuler une telle transition technologique des ressources, comme il a été nécessaire pour lancer des projets tels qu'Internet, développé initialement aux États-Unis par les militaires.

Le capital « politique » est là. Plus les populations verront s'intensifier les conséquences de la crise et plus ils appuieront les initiatives de renouveau qu'on leur proposera. Même le FMI reconnaît désormais que la « nationalisation des banques fait partie de la solution », ce qui montre comment la sphère du possible s'élargit en temps de crise.

Le New Deal vert rappelle l'expérience des Britanniques durant la Seconde Guerre mondiale et celle des Cubains après l'implosion de l'Union soviétique pour montrer que des défis apparemment insurmontables peuvent être relevés. D'un point de vue économique, il est frappant de constater que, dans ces deux cas, on est parvenu à remodeler les modes de vie en s'adaptant à un rationnement rendu nécessaire à la suite d'une baisse draconienne des ressources. Dans les deux cas, le succès de l'adaptation s'est largement appuyé sur un effort populaire décentralisé. Enfin, on a même noté des conséquences bénéfiques à la collectivité tels qu'un renforcement du sentiment de solidarité et une amélioration généralisée de la santé publique. Soutenir que la crise actuelle n'est qu'une petite tempête à travers risquerait de laisser se refermer une période propice à la mise sur pied de politiques économiques majeures. Seul un New Deal vert peut réellement faire face au « Triple Crunch ».

L'auteur est chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

UNE GUERRE JUSTE?

DANIEL LANDRY

Le 13 avril dernier, la jeune soldate Karine Blais perdait la vie au nord de Kandahar. Il s'agissait du 117^e militaire canadien à mourir depuis le début de la mission en Afghanistan. Rappelons que le gouvernement Harper a l'intention d'y laisser des troupes au moins jusqu'en 2011, c'est-à-dire après dix années de présence canadienne. Accepterons-nous encore longtemps que des militaires canadiens risquent leur vie dans une des régions les plus dangereuses du monde? Le Canada n'est pas en mission de maintien de la paix en Afghanistan. Il est en guerre! Utilisant la publicité de manière magistrale (à la télévision, mais aussi dans les écoles), notre propre gouvernement vend présentement cette guerre à des jeunes hommes et femmes en quête d'adrénaline. Joignez les Forces pour vous dépasser! Joignez les Forces pour apprendre un métier (ce qui n'est pas négligeable en temps de récession)! Joignez les Forces pour servir une cause juste! Au fait, qu'est-ce qu'une guerre juste? Une guerre n'est-elle pas juste qu'aux yeux de l'envahisseur ou du vainqueur? N'est-elle pas juste qu'a posteriori, c'est-à-dire une fois l'Histoire écrite?

Certains répondront que les plages ensanglantées de Normandie en 1944 évoquaient le symbole suprême de la guerre juste. Soit. Mais il ne faudrait pas se cacher éternellement derrière l'argumentaire d'un autre siècle pour justifier les missions militaires contemporaines. Les défis et les menaces internationaux sont aujourd'hui d'un tout autre ordre. Face à la possibilité de son extinction d'ici la fin du siècle, l'humanité doit définir une nouvelle forme de vivre-ensemble. Elle doit privilégier le tissage de liens de solidarité qui passent par la société civile (organisations non gouvernementales, notamment), et non par l'imposition de présences militaires là où elles ne sont visiblement pas désirées. Il ne faut pas confondre « guerre juste » et « guerre

justifiée ». Les gouvernements étasunien et canadien justifient leur présence militaire en Afghanistan par les valeurs démocratiques et libérales qu'ils disent y importer. Selon cette rhétorique, des soldats canadiens perdraient leur vie au Moyen-Orient pour stabiliser la région, pour améliorer le statut des femmes afghanes, pour « aider » l'Afghanistan à s'organiser politiquement. Face à eux, se trouverait une population rétrograde et résistante, portant les germes du terrorisme islamiste. À en croire un tel discours, les soldats canadiens se trouveraient au centre d'une véritable mission civilisatrice.

Cette altération de la réalité est non seulement absurde, mais totalement malhonnête. Un gouvernement ne risque pas la vie de ses citoyens uniquement pour des valeurs et des principes, aussi nobles soient-ils. Il se bat d'abord et avant tout pour des raisons géopolitiques : l'accès et le contrôle de ressources, l'ouverture de nouveaux marchés, le renforcement de sa position sur l'échiquier politique mondial, l'augmentation de son influence sur d'autres gouvernements ou d'autres populations. Cela n'a rien à voir avec le statut de la femme ou la mise sur pied d'un système démocratique. À cet effet, les médias canadiens parlaient dernièrement d'un immense recul de la condition féminine au sein des communautés chiites afghanes avec la promulgation d'un code de la famille sexiste, voire misogyne. Il s'agit d'une preuve flagrante que la justification de la présence canadienne en Afghanistan ne tient plus la route. À ce stade, de deux choses l'une : ou bien les Canadiens expliquent autrement leur présence en Afghanistan, ou bien ils quittent. Cette mission canadienne va non seulement à l'encontre de toute élaboration d'un projet solidaire entre le Canada et un pays « en voie » de développement, mais elle participe à l'exacerbation des tensions entre l'Occident et le monde musulman. Elle prend des allures de projet néocolonialiste auquel il est urgent de s'opposer.



Il est urgent de s'opposer à la présence militaire canadienne en Afghanistan



IL ÉTAIT UNE FOIS... UN MILITANT PAS ORDINAIRE!

**Trente-cinq ans de solidarité active, ce n'est pas rien!
Et surtout, ça ne rajeunit personne...**

En avril dernier, Pierre Lavergne prenait une retraite bien méritée après 35 ans de solidarité active et d'implication au sein du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Trente-cinq ans à véhiculer des valeurs comme la justice sociale, le droit des peuples à l'autodétermination, l'ouverture sur le monde, la démocratie participative, l'inclusion sociale... Trente-cinq ans de lutte contre l'ingérence étasunienne en Amérique latine et ailleurs, contre l'apartheid en Afrique du Sud, contre le modèle de développement néolibéral appliqué à la planète, contre la montée de tous les militarismes, contre les guerres aux supposés « terroristes »... Trente-cinq ans sans changer de discours... c'est être extrêmement têtue, ou avoir la force de ses convictions.

On croirait lire l'histoire du Comité dans le parcours de Pierre, et on aurait presque raison. Pierre a été de toutes les luttes et de toutes les causes. Illustre patriarche, il a été de ces étudiants qui se sont émus du coup d'État de Pinochet au Chili en 1973 et qui ont décidé de passer à l'action. Puis, il a été séduit par Cuba au festival de la jeunesse en 1978... une séduction durable et qui continue de croître. Qui a connu Pierre l'a connu en attente d'un visa pour entrer à Cuba. Cette affection a teinté par la suite beaucoup des actions de solidarité du Comité : Cuba fournit l'exemple parfait et indiscutable qu'un autre monde est possible.

Pendant toutes ces années au timon d'un navire surpeuplé et dont le plancher penche un peu vers la gauche, Pierre a été une source d'inspiration et de vision pour une équipe en constant renouvellement, pour des cohortes de militants ayant la soif d'agir. Pour les moussaillons que nous sommes, Pierre a été le militant qui arrive tard et quitte tard, qui t'accroche à cinq heures moins quart pour te parler de ses nouvelles idées jusqu'à six heures, qui accepte de se faire mouiller les épaules lorsque rien ne va plus, qui conseille et écoute, qui mord par son humour et

éblouit par ses miracles budgétaires. Un directeur anticonformiste, n'ayant pas l'allure d'un directeur. Un directeur créatif et visionnaire – artiste de formation – qui a su réveiller le potentiel de création en chacun de nous.

Dans l'intimité familiale (le Comité est une grande famille, après tout!), Pierre nous a toujours tenus en haleine par ses formidables talents de conteur. Tour à tour planteur de choux, faux-bourdon, pilote d'amphibie ou perdu dans Montréal, une larme de rhum cubain et le charme opère pour celui qui a eu mille vies!

Maintenant que le bleu du fleuve a déteint dans ses yeux, Pierre coule des jours heureux à Pointe-du-Lac en attendant son prochain départ pour Cuba. Mais il y a fort à parier qu'il ne tiendra pas en place longtemps... car il nous a déjà avoué qu'il voulait voir le monde changer de son vivant!

Sylvain Pinet, au nom des membres du CA et de l'équipe du CS/TR

BIENVENUE, DENIS!

Le CS/TR souhaite la bienvenue à son nouveau directeur, Denis Labelle, qui est impliqué depuis de nombreuses années au sein de l'organisation. Son professionnalisme, son ouverture à l'autre et son engagement pour la justice sociale feront de lui un nouveau directeur hors pair.



À LIRE, À VOIR, À VISITER

À LIRE



DÉSObÉIR ET GRANDIR VERS UNE SOCIÉTÉ DE DÉCROISSANCE

Paul Ariès



Quand 20 % des humains s'approprient 86 % des ressources disponibles sur Terre, parler de décroissance devient une nécessité. En effet, si les six milliards d'êtres humains vivaient comme les Occidentaux, nous aurions besoin de trois planètes. Une réalité que les nombreux remèdes à la crise économique actuelle sont loin de prendre en compte.

À l'heure où le système financier et économique bat de l'aile, ce livre tombe à point. Dans *Désobéir et grandir*, Paul Ariès nous montre qu'il devient indispensable que nos sociétés réapprennent le sens des limites et renouent avec une primauté du politique sur l'économique. Devant la montée des inégalités sociales et la destruction de l'environnement, l'auteur revendique le recours à la désobéissance civique pour remettre l'intérêt général et la justice sociale au centre de nos choix de société. Avoir recours à une révolte pacifiste lorsque les intérêts privés surplombent le politique est un devoir de citoyen. Les humains doivent ainsi réapprendre à être des citoyens et à s'emparer du politique. Pour Ariès, le consommateur enferme encore et toujours l'individu dans un rapport économique biaisé dont il faut urgemment sortir.

Cet objecteur de croissance défend la grève de la consommation, la gratuité, les rentrées d'école sans marques, un revenu universel d'existence, entre autres choses. Il aborde sans ambages tous les sujets qui gravitent autour d'une société de décroissance conviviale, de notre rapport déstructuré à l'alimentation à l'obsession du pouvoir d'achat en passant par le retour au rationnement, ou encore les dérives religieuses et intégristes de la décroissance. Des aplumes colorées et énergiques, Paul Ariès, objecteur de croissance bien connu en France, resitue le projet politique de la décroissance et propose différents niveaux de résistance collective : simplicité volontaire, désobéissance civique et expérimentations collectives.

À VISITER



L'OR NOYÉ DE KAMITUGA MOURIR DE FAIM SUR UNE MINE D'OR

Kamituga, ville minière située à l'est de la République démocratique du Congo, symbolise la tragédie de l'histoire économique du pays. Les sociétés étrangères, qui ont remplacé les entreprises coloniales belges, sont sans scrupules vis-à-vis de la population locale. Pris en tenailles entre les différents acteurs du conflit, misère, violence et exploitation sont maintenant le quotidien des anciens mineurs et de leurs familles qui gardent malgré tout espoir.

À plusieurs reprises, au cours des vingt dernières années, Yvon Lammens et Colette Braeckman ont retrouvé Kamituga, une cité minière du Sud-Kivu, à 180 km de Bukavu. D'abord exploitée par la Sominki, puis abandonnée à elle-même, Kamituga, avec sa mine noyée, ses creuseurs d'or et ses groupes armés qui terrorisent, exploitent ou protègent, offre un résumé de l'histoire du Congo.

S'y côtoient la violence, la convoitise que suscitent les ressources, entre autres auprès d'une société américano-canadienne, la débrouillardise, l'amertume des populations, mais aussi l'espoir qui naît de la fin de la guerre et de la préparation des élections.

À VOIR



www.lacitedesmortes.net

Lacitedesmortes.net est un programme interactif de type Webdocumentaire, qui accompagne le livre *La ville qui tue les femmes*,

enquête à Ciudad Juarez, écrit par Jean-Christophe Rampal et Marc Fernandez (édité par Hachette Littératures). Il fait également écho au documentaire du même nom..

Forum social québécois



Fort de son succès en 2007, le Forum social québécois (FSQ) récidive du 8 au 12 octobre 2009 pour une seconde édition. Principalement organisé grâce au soutien des syndicats, des organismes de la société civile et des citoyennes et des citoyens bénévoles, le FSQ 2009 désire offrir un espace d'échanges, de réflexions, de découvertes, de culture et de changements. Cet événement ouvert à tous et toutes est une occasion de se rassembler et d'explorer les alternatives mises de l'avant par de nombreux groupes et individus. Le Forum social québécois 2009, ce sera plus de 6000 participants et participantes réunis pour imaginer le Québec de demain. Grâce aux multiples activités prévues, tant sur le plan réflexif que culturel, « un autre Québec est en marche! ». Pour plus d'information sur le FSQ 2009, consultez le www.fsq2009.org

Pages Grands Enjeux

Le CS/TR publie mensuellement deux pages éducatives et pédagogiques dans La Gazette de la Mauricie, afin de permettre aux lecteurs et lectrices de mieux comprendre certains enjeux de notre société. En mai dernier, le CS/TR a abordé le thème des partenariats public-privé (PPP). Les chroniques seront de retour à l'automne. Pour consulter ces documents éducatifs, visitez le www.lagazette.ca, sous la rubrique « les grands enjeux ». À lire et à partager!

Lundis Tribune

Les Lundis tribune du CS/TR, organisés conjointement avec Le Charlot, sont des conférences en lien avec les divers enjeux sociaux d'actualité. Il y aura une pause pour la période estivale, mais vos Lundis engagés préférés seront de retour à l'automne! Merci de votre participation tout au long de l'année.

Élections du CA du CS/TR

Le nouveau conseil d'administration du CS/TR a été élu lors de l'Assemblée générale annuelle du 25 mai dernier. Les membres ayant été élus sont les suivants : Brian Barton, Denise Caron, Yves Rocheleau, Juan Montecinos, Nicole Philippe, Louise Létourneau, Jean-Claude Landry, Marie-Pier Lemay et Mario Lemelin. Félicitations à toutes et à tous et merci de votre généreuse implication!

Nous, on fait nos devoirs.

DéputéEs, faites les vôtres!

En provenance de toutes les régions du Québec, environ 1 200 personnes se sont présentées sur la colline parlementaire le 14 mai dernier pour déposer à l'Assemblée nationale les 98 727 signatures recueillies par la pétition MISSION COLLECTIVE : bâtir un Québec sans pauvreté. Les signatures ont été remises à unE députéE de chacun des quatre partis politiques. Félicitations au Collectif pour un Québec sans pauvreté, aux personnes mobilisées, ainsi qu'aux 1 000 organisations de la société civile ayant appuyé la campagne!



Stagiaires réciprocité

L'équipe des stages du CS/TR est à la recherche de familles d'accueil pour partager des moments solidaires avec deux Maliens, de l'organisation Kilabo, qui seront en Mauricie dans le cadre de leur stage réciprocité du programme Québec sans frontières. Les stagiaires seront en Mauricie pour une durée de 60 jours à l'automne prochain. Une contribution de 20\$/jour sera offerte aux familles d'accueil. Si vous avez envie de partager avec eux les us et coutumes du Québec, de découvrir la culture malienne et de vivre de précieux moments de solidarité, veuillez communiquer avec Sylvain Pinet, au CS/TR, au (819) 373-2598, poste 324 ou à l'adresse suivante : sylvain.pinet@cs3r.org.

Nouvelle campagne scolaire proposée par le Réseau In-Terre-Actif



Cette campagne, sur la désertification et pour la construction de puits au Mali, permettra aux élèves du primaire et du secondaire de se sensibiliser à la réalité d'un pays en développement, de jouer un rôle en solidarité internationale et de poser des gestes dans leur milieu pour réduire les impacts des changements climatiques. Visitez la campagne sur notre site Web, au www.in-terre-actif.com

PROGRAMME QUÉBEC SANS FRONTIÈRES

Nous recherchons des gens
âgés de 18 à 35 ans, résidents du
Québec, ouverts d'esprit et prêts à
vivre une aventure de groupe!

NOUS SOMMES EN PLEINE PÉRIODE DE
RECRUTEMENT POUR LES PROJETS
2009-2010

D'AUTRES OFFRES DE STAGE DISPONIBLES

Dans les domaines de l'environnement,
l'agriculture biologique, la santé publique...
À CUBA, AU NICARAGUA ET AU MALI

Ça t'intéresse?

Tous les détails des différentes offres, ainsi que les
formulaires d'inscription se retrouvent sur le site :
www.cs3r.org sous la rubrique « Stages à l'étranger »

Des questions?

Écris à l'équipe des stages@cs3r.org

Relations
internationales
Québec



OFFRE DE STAGE À DOGORONA AU MALI

« Un seul brin de paille ne balaie pas la cour » Communication sociale en santé nutritionnelle

Pays : Mali

Partenaire : Kilabo

Durée : Mai à août 2010

Formation prédépart obligatoire : Octobre 2009 à mai 2010

Taille du groupe : 5 stagiaires et 1 accompagnateur

Date limite d'inscription : 25 septembre 2009

NOTE : Nous recherchons des stagiaires ayant un bagage en communication, communication sociale, intervention sociale, nutrition, soins infirmiers, géographie, animation communautaire, environnement.

Objectif général : Améliorer la santé nutritionnelle des groupes vulnérables des villages de Dogorona, Banzolé et Dienfeng de la commune d'Ouélessébougou, Mali.



VISITEZ LE SITE WEB DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Un outil important pour celles et
ceux qui s'intéressent à l'actualité
internationale, aux campagnes en
cours et aux actions citoyennes.

WWW.CS3R.ORG

